Parti Communiste Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Crise sanitaire, économique, environnementale, politique… :

Place aux « damnés de la Terre » pour une nouvelle société !

Depuis 2017, le visage d'un État au service exclusif de la classe bourgeoise, classe exploiteuse et prédatrice, se démasque chaque jour davantage. Sous la houlette d'un « Président des riches » à l'arrogance inédite, les deux gouvernements successifs, celui de Philippe puis de Castex, nouveau gouvernement de bandits et de patrons, mènent ostensiblement la politique dictée par les conseils d'administration des monopoles français, obsédés par l'extension de leur mainmise sur l'ensemble de la société et par la sauvegarde de leurs profits déjà monstrueux.

« Plan de relance » : nouvelle pompe à profits…

Au sortir du confinement, qui a mis en lumière le rôle de la classe ouvrière et des agents des services publics, le gouvernement Macron/Castex a livré entre mai et septembre 2020 près de 600 milliards d'argent public aux entreprises privées, à travers des « plans de relance » (470 milliards en 2020 + 100 milliards en 2021 et 2022) qui vont permettre au patronat de renflouer ses trésoreries, d'investir à bon compte, de payer moins d'impôts, d'embaucher quasi gratuitement des jeunes, le tout sans aucune contrepartie en matière d'emplois, de salaires et de conditions de travail. Les applaudissements du MEDEF (« *un message très fort et positif* », dit son dirigeant) - ainsi que ceux de la CFDT - à ce plan de relance suffisent à en comprendre le contenu de classe.

… et la note à payer pour les travailleurs !

Et pour cause : L'État bourgeois a pour mission première de compenser, en faveur de ses monopoles, les effets d'une crise économique générée par le système capitaliste et qui s'accentue depuis plusieurs décennies. Cette « compensation » prend plusieurs formes : d'abord, on l'a vu, le transfert d'argent public vers les entreprises ; mais aussi les opportunités mises à profit par les monopoles, comme ce fut le cas avec la gestion de la Covid-19 (par exemple, la vente de masques devenue très juteuse, la grande distribution qui s'en est mis plein les poches, les fusions ou rachats d'entreprises fondés sur la ruine des plus petits, etc.) ; enfin et surtout, des mesures et des « réformes » gouvernementales qui permettent à ces monopoles de renforcer leur exploitation des travailleurs, par le retrait systématique des acquis sociaux arrachés de haute lutte au siècle précédent. Les réformes des retraites et de l'assurance-chômage seront maintenues, affirme Castex ; il faudra travailler plus, dit-on à l'Elysée ; et si les patrons souhaitent baisser les salaires, réduire les RTT, dégrader les conditions de travail, ils n'ont qu'à utiliser les « accords de performance collective », c'est-à-dire le chantage à l'emploi, offert par les ordonnances Macron ; et déjà, ils ne s'en privent pas !

Celles et ceux qui doivent à la fois subir et payer la crise en cours, sont censés accepter leur sort : « *Ayez confiance !* » et « *Consommez !* », nous disent les ministres

… /…

Castex et Le Maire. Cynisme indécent, alors que chaque jour apporte son lot de nouveaux « plans sociaux » (158 000 emplois supprimés au deuxième trimestre, selon l'INSEE), que l'UNEDIC annonce 900 000 chômeurs de plus pour fin 2020, le nombre officiel de privés d'emplois dépassant déjà les 6 millions, que la hausse des prix touche en particulier l'alimentation (+ 2,5% en 2019, la hausse se poursuivant en 2020), tandis que les salaires sont gelés ou baissés, et les primes-Covid promises souvent « oubliées »…

Transformer la colère en luttes convergentes…

Mais malgré le silence des médias officiels sur l'importance des luttes, partout dans le pays, et la désinformation entretenue à coups de sondages bidons, nos gouvernants ont tous les indices d'une colère montante, que n'a éteinte ni la répression contre les Gilets jaunes ni le confinement, et dont la forte abstention aux dernières élections municipales est un signe majeur. D'où l'utilisation de l'alibi « état d'urgence sanitaire » (prolongé jusque fin octobre) pour restreindre encore plus les libertés démocratiques, en particulier le droit de manifester (interdiction de rassemblements de plus de 5000 personnes) et de se réunir. L'obligation généralisée de porter le masque partout et à toute heure, retoquée par certains tribunaux (à Lyon et à Strasbourg) pour son manque de discernement, révèle aussi le caractère autoritaire et infantilisant des décisions gouvernementales.

Cette volonté de mise au pas par l'État capitaliste derrière le drapeau de ses monopoles se révèle bien au-delà de nos frontières, avec une politique d'ingérence et d'agression rarement égalée : en la matière, des sommets ont été atteints au Liban, où les interventions répétées de Macron, s'y présentant comme le sauveur du pays (accompagné de frégates et de monopoles français...), rappelaient que le néo-colonialisme reste un des fondements de l'impérialisme français, non seulement en Afrique mais aussi au Proche-Orient.

… pour en finir avec le capitalisme !

On voit, à travers ce tableau, que notre société capitaliste est gangrénée par une crise aux multiples facettes, qui ne se résoudra pas sans un bouleversement social en profondeur. Depuis quelques mois, des manipulations politiciennes et idéologiques, fortement relayées par les médias dominants, tendent à faire croire qu'un bloc « social-écologiste » serait la solution de rechange à l'ère Macron. Mais cela nous renvoie au scénario désormais bien connu de l'illusoire « alternance gauche-droite », qui satisfait pleinement les monopoles et la bourgeoisie comme écran de fumée de leur dictature.

Finalement, pour celles et ceux qui subissent les effets de la crise, l'urgence passe par les luttes incessantes et convergentes pour sauver les emplois, défendre les salaires et les conditions de travail ; et le PCRF soutient partout ces mobilisations ouvrières.

Mais la résolution de la crise, elle, sera nécessairement le fruit d'un processus révolutionnaire visant à accuser le capitalisme et à inverser le rapport de classes : que la classe productrice des richesses prenne enfin en mains les commandes du pays, que ce prolétariat s'approprie les moyens de production et d'échange ; et alors oui, elle donnera naissance au « monde d'après », libéré de la barbare exploitation capitaliste !

Le PCRF, septembre 2020

Qui sommes-nous ?
Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins
le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

_____

Email :
_____

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.